



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-33109>

Département(s) de publication : **80**

Annonce n° **24-33109**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : CHU Amiens-Picardie

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Santé

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Prestations d'assistance, de conseils juridiques et de recours à un commissaire de justice

**Description** : Le présent accord-cadre a pour objet les prestations d'assistance, de conseils juridiques et de recours à un commissaire de justice pour le GHT SLS.

**Identifiant de la procédure** : d2eed57d-37d7-4f32-8e79-52a32f3c261c

**Avis précédent** : 507177-2023

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 75242110 Services d'huissier de justice

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79100000 Services juridiques

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 638,000 EUR

##### 2.1.4 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

**Informations complémentaires** : Pour les prestations de conseils juridiques (Lot 1 à 7), elles seront exécutées selon la technique d'achat de l'accord-cadre à bons de

commande mono attributaire. S'agissant des prestations de commissaire de justice (Lot 8), elles seront exécutées selon la technique d'achat de l'accord cadre à bons de commande multi attributaire. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans. La procédure est déclarée SANS SUITE pour la totalité des lots pour motif d'intérêt général tenant à la nécessité de redéfinir le besoin. En effet, les montants maximum actuellement définis ne permettent pas la poursuite de la procédure.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

## Section 5 - Lot

### 5.1 Lot : LOT-0007

**Titre :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Conseils relatifs aux contrats de la commande publique ».

**Description :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Conseils relatifs aux contrats de la commande publique ».

**Identifiant interne :** Lot 7

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 50,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (400 points)

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique (600 points): Sous-critère 1 : Qualité et pertinence des moyens humains déployés pour l'exécution des prestations. (400 points) Sous-critère 2 : Qualité et pertinence de la méthodologie proposée. (200 points)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12

du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA contre les clauses réglementaires du contrat et pouvant être exercé dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est rendue publique CE 10 juillet 1996 Cayzeele. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérecours citoyen" accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

#### 5.1 Lot : LOT-0008

**Titre :** Prestations d'assistance et de recours à un « Commissaire de justice » département de la Somme pour le GHT SLS.

**Description :** Prestations d'assistance et de recours à un « Commissaire de justice » département de la Somme pour le GHT SLS.

**Identifiant interne :** Lot 8

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 75242110 Services d'huissier de justice

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 180,000 EUR

##### 5.1.6 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

##### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique (600 points): Sous-critère 1 : Qualité et pertinence des moyens humains déployés pour l'exécution des prestations. (400 points) Sous-critère 2 : Qualité et pertinence de la méthodologie proposée. (200 points)

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (400 points)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA contre les clauses réglementaires du contrat et pouvant être exercé dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est rendue publique CE 10 juillet 1996 Cayzeele. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérecours citoyen" accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

#### 5.1 Lot : LOT-0001

**Titre :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Droit administratif », « Droit de la fonction publique hospitalière et des personnels médicaux et non-médicaux »

**Description :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Droit administratif », « Droit de la fonction publique hospitalière et des personnels médicaux et non-médicaux »

**Identifiant interne :** Lot 1

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 68,000 EUR

##### 5.1.6 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

##### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (400 points)

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique (600 points): Sous-critère 1 : Qualité et pertinence des moyens humains déployés pour l'exécution des prestations. (400 points) Sous-critère 2 : Qualité et pertinence de la méthodologie proposée. (200 points)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours** : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA contre les clauses réglementaires du contrat et pouvant être exercé dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est rendue publique CE 10 juillet 1996 Cayzeele. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérecours citoyen" accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation** : Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif d'Amiens

#### 5.1 Lot : LOT-0006

**Titre** : Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en, « Droit rural », « Droit successoral ».

**Description** : Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en, « Droit rural », « Droit successoral ».

**Identifiant interne** : Lot 6

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 79100000 Services juridiques

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 68,000 EUR

##### 5.1.6 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

##### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Prix

**Description** : Montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (400 points)

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Valeur technique (600 points): Sous-critère 1 : Qualité et pertinence des moyens humains déployés pour l'exécution des prestations. (400 points) Sous-critère 2 : Qualité et pertinence de la méthodologie proposée. (200 points)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours** : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA contre les clauses réglementaires du contrat et pouvant être exercé dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est rendue publique CE 10 juillet 1996 Cayzeele. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérecours citoyen" accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation** : Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif d'Amiens

#### 5.1 Lot : LOT-0004

**Titre** : Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS sur les « Facturation hospitalière ».

**Description** : Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS sur les « Facturation hospitalière ».

**Identifiant interne** : Lot 4

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79100000 Services juridiques

##### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 68,000 EUR

##### 5.1.6 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

##### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique (600 points): Sous-critère 1 : Qualité et pertinence des moyens humains déployés pour l'exécution des prestations. (400 points) Sous-critère 2 : Qualité et pertinence de la méthodologie proposée. (200 points)

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (400 points)

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA contre les clauses réglementaires du contrat et pouvant être exercé dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est rendue publique CE 10 juillet 1996 Cayzeele. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérecours citoyen" accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

**5.1 Lot : LOT-0003**

**Titre :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Droit fiscal et charges sociales ».

**Description :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Droit fiscal et charges sociales ».

**Identifiant interne :** Lot 3

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

**5.1.5 Valeur**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 68,000 EUR

**5.1.6 Informations générales**

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique (600 points): Sous-critère 1 : Qualité et pertinence des moyens humains déployés pour l'exécution des prestations. (400 points) Sous-critère 2 : Qualité et pertinence de la méthodologie proposée. (200 points)

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (400 points)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA contre les clauses réglementaires du contrat et pouvant être exercé dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est rendue publique CE 10 juillet 1996 Cayzeele. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérecours citoyen" accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

#### 5.1 Lot : LOT-0002

**Titre :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Droit privé et droit de la propriété intellectuelle et systèmes d'information. »

**Description :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Droit privé et droit de la propriété intellectuelle et systèmes d'information. »

**Identifiant interne :** Lot 2

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79100000 Services juridiques

#### 5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 68,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

##### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique (600 points): Sous-critère 1 : Qualité et pertinence des moyens humains déployés pour l'exécution des prestations. (400 points) Sous-critère 2 : Qualité et pertinence de la méthodologie proposée. (200 points)

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (400 points)

##### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA contre les clauses réglementaires du contrat et pouvant être exercé dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est rendue publique CE 10 juillet 1996 Cayzeele. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérecours citoyen" accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

##### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

#### 5.1 Lot : LOT-0005

**Titre :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Domanialité publique".

**Description :** Prestations d'assistance, de conseil juridique pour la défense des intérêts du GHT SLS en « Domanialité publique".

**Identifiant interne :** Lot 5

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79111000 Services de conseil juridique

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ) : 79100000 Services juridiques**

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 68,000 EUR**

#### 5.1.6 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (400 points)

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique (600 points): Sous-critère 1 : Qualité et pertinence des moyens humains déployés pour l'exécution des prestations. (400 points) Sous-critère 2 : Qualité et pertinence de la méthodologie proposée. (200 points)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA contre les clauses réglementaires du contrat et pouvant être exercé dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est rendue publique CE 10 juillet 1996 Cayzeele. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télérecours citoyen" accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif d'Amiens

## Section 6 - Résultats

### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0003

Aucun lauréat n'a été choisi et le concours est clos.

**La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi :** Décision de l'acheteur, en raison d'un changement des besoins

### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0004

Aucun lauréat n'a été choisi et le concours est clos.

**La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi** : Décision de l'acheteur, en raison d'un changement des besoins

**6.1 Résultat – Identifiants des lots** : LOT-0002

Aucun lauréat n'a été choisi et le concours est clos.

**La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi** : Décision de l'acheteur, en raison d'un changement des besoins

**6.1 Résultat – Identifiants des lots** : LOT-0001

Aucun lauréat n'a été choisi et le concours est clos.

**La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi** : Décision de l'acheteur, en raison d'un changement des besoins

**6.1 Résultat – Identifiants des lots** : LOT-0006

Aucun lauréat n'a été choisi et le concours est clos.

**La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi** : Décision de l'acheteur, en raison d'un changement des besoins

**6.1 Résultat – Identifiants des lots** : LOT-0008

Aucun lauréat n'a été choisi et le concours est clos.

**La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi** : Décision de l'acheteur, en raison d'un changement des besoins

**6.1 Résultat – Identifiants des lots** : LOT-0007

Aucun lauréat n'a été choisi et le concours est clos.

**La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi** : Décision de l'acheteur, en raison d'un changement des besoins

**6.1 Résultat – Identifiants des lots** : LOT-0005

Aucun lauréat n'a été choisi et le concours est clos.

**La raison pour laquelle un lauréat n'a pas été choisi** : Décision de l'acheteur, en raison d'un changement des besoins

## **Section 8 - Organisations**

**8.1 ORG-0002**

**Nom officiel** : Tribunal Administratif d'Amiens

**Numéro d'enregistrement** : 17800005500016

**Ville** : AMIENS

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-amiens@juradm.fr

**Téléphone** : 0322336170

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : CHU Amiens-Picardie

**Numéro d'enregistrement** : 26800014800018

**Ville** : AMIENS

**Pays** : France

**Adresse électronique** : direction.achats-ght@chu-amiens.fr

**Téléphone** : 0322088630

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 0d62857a-eee5-4f1a-97d7-9146211513df - 01

**Type de formulaire** : Résultats

**Type d'avis** : Avis d'attribution de marché ou de concession – régime assoupli

**Date d'envoi de l'avis** : 19/03/2024 à 16:44

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 19/03/2024